

DIRECTION DU BUDGET
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

PARIS, LE 13 JUIN 2002

TÉLÉDOC 242
BUREAU 1D
N° 1D-02-2360

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

*A MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES ET
SECRETAIRES D'ÉTAT*

Objet : Évaluation des recettes non fiscales pour 2003.

P.J. : 4

En vue de la préparation du projet de loi de finances pour 2003, je vous prie de bien vouloir me communiquer les évaluations de recettes non fiscales du budget général dont le recouvrement est suivi par votre administration.

Ces évaluations devront être présentées sous forme d'un tableau conforme au modèle figurant à l'**annexe 1**. J'appelle, en particulier, votre attention sur la nécessité de compléter la colonne « base juridique de la recette ; justification du taux d'évolution retenu » en indiquant les éléments retenus pour le calcul de la prévision ainsi que les récentes modifications susceptibles d'avoir une incidence sur ces recettes (relèvement de tarifs, modification de l'assiette, etc.).

Les lignes de recettes qui vous paraissent ne pas devoir être reconduites en 2003, soit en raison d'un texte législatif ou réglementaire supprimant la recette, soit parce qu'aucun versement n'a eu lieu depuis plusieurs années, seront recensées conformément au modèle figurant à l'**annexe 2**.

De même, vous me communiquerez, selon le modèle de l'**annexe 3**, les lignes dont la création vous paraît nécessaire. Dans ce cas, vous veillerez à rappeler le texte ayant institué la recette nouvelle et sa date d'entrée en vigueur.

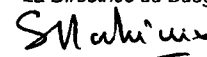
De façon générale, j'attire votre attention sur la nécessité d'isoler, au sein des évaluations pour 2003, l'**impact des mesures de redéfinition de périmètre** envisagées dans le cadre de la loi de finances et conduisant à une extension (ou à une réduction) du champ de la recette considérée (rebudgétisation de fonds concours, par exemple).

Diffusion générale



La transmission à mes services de ces éléments devra intervenir avant le **31 juillet 2002**, délai de rigueur, date après laquelle il ne sera plus possible de prendre en compte vos évaluations. Je vous rappelle que tous les documents que vous voudrez bien m'adresser devront être visés préalablement par le contrôle financier près votre département.

Pour le Ministre et par délégation
La Directrice du Budget



Sophie MAHIEUX

MINISTÈRE DE :

ANNEXE 1

JUIN 2002

Direction :

Fiche à retourner complétée le 31 juillet 2002 au plus tard

Bureau :

à la **Direction du Budget**

Bureau 1D
Colbert
139, rue de Bercy
Pièce 8233 D
Télédoc 242

Nom de la personne à contacter pour informations complémentaires

RECETTES NON FISCALES
(en milliers d'euros)

N° de téléphone :

N° de la ligne à l'état A annexé à la loi de finances pour 2002	Désignation de la recette	Rappel 2001	Prévision pour 2002				Évaluation pour 2003		
		Résultats	Évaluation initiale	Motif de la révision éventuelle	Montant de la révision	Évaluation révisée	Taux d'évolution 2003/2002	Évaluation proposée	Base juridique de la recette ; justification du taux d'évolution retenu (éventuellement modification de la réglementation)

MINISTÈRE DE :

ANNEXE 2

JUIN 2002

Direction
Bureau :

Fiche à retourner complétée le 31 juillet 2002 au plus tard
à la **Direction du Budget**

Nom de la personne à contacter pour informations
complémentaires
N° de téléphone :

**LIGNES DE RECETTES NON FISCALES
DONT LA SUPPRESSION EST PROPOSÉE**

Bureau 1D
Colbert
139, rue de Bercy
Pièce 8233 D
Télédoc 242

N° de la ligne à l'état A annexé à la loi de finances pour 2002	Désignation de la recette	Résultats 2001 (en milliers d'euros)	Justification de la proposition avec mention de la date et du montant du dernier recouvrement

MINISTÈRE DE :

ANNEXE 3

JUIN 2002

Direction :

Fiche à retourner complétée le 31 juillet 2002 au plus tard

Bureau :

Nom de la personne à contacter pour informations
complémentaires :
N° de téléphone :

**LIGNES DE RECETTES NON FISCALES
DONT LA CRÉATION EST PROPOSÉE**

à la **Direction du Budget**

Bureau 1D
Colbert
139, rue de Bercy
Pièce 8233 D
Télédoc 242

Désignation de la recette	Évaluation proposée pour 2003 (en milliers d'euros)	Justification de la proposition (texte instituant la recette)

ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS
ÉTAT A
(Art. 51 de la loi de finances initiale pour 2002)

TABLEAU DES VOIES ET MOYENS APPLICABLES AU BUDGET DE 2002 (extrait)

NUMÉRO de la ligne	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 2002 (milliers d'euros)
B. - RECETTES NON FISCALES		
1. Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier		
107	Produits de l'exploitation du service des constructions aéronautiques au titre de ses activités à l'exportation.....	»
108	Produits de l'exploitation du service des constructions et armes navales au titre de ses activités à l'exportation.....	»
109	Produits de l'exploitation du service des fabrications d'armements au titre de ses activités à l'exportation.....	»
110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières	1.410.700
111	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	366.000
114	Produits des jeux exploités par La Française des jeux.....	1.265.300
115	Produits de la vente des publications du Gouvernement.....	»
116	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers.....	2.592.900
129	Versements des budgets annexes.....	42.500
199	Produits divers.....	»
	Totaux pour le 1.....	5.677.400
2. Produits et revenus du domaine de l'État		
201	Versement de l'Office national des forêts au budget général	»
202	Recettes des transports aériens par moyens militaires	1.400
203	Recettes des établissements pénitentiaires.....	7.600
207	Produits et revenus du domaine encaissés par les comptables des impôts.....	405.500
208	Produit de la cession de biens appartenant à l'État réalisée dans le cadre des opérations de délocalisation.....	200
210	Produit de la cession du capital d'entreprises appartenant à l'État	»
299	Produits et revenus divers.....	10.700
	Totaux pour le 2.....	425.400
3. Taxes, redevances et recettes assimilées		
301	Redevances, taxes ou recettes assimilées de protection sanitaire et d'organisation des marchés de viandes.....	57.900
302	Cotisation de solidarité sur les céréales et graines oléagineuses.....	»
309	Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis ou perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes.....	2.862.000
310	Recouvrement des frais de justice, des frais de poursuite et d'instance.....	9.100
311	Produits ordinaires des recettes des finances	800
312	Produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation	309.500
313	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires.....	506.100
314	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907.....	869.000
315	Prélèvements sur le Pari mutuel	357.450
318	Produit des taxes, redevances et contributions pour frais de contrôle perçus par l'État	106.700
323	Droits d'inscription pour les examens organisés par les différents ministères, droits de diplômes et de scolarité perçus dans différentes écoles du Gouvernement	300

NUMÉRO de la ligne	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 2002 (milliers d'euros)
324	Contributions des associés collecteurs de l'Union d'économie sociale du logement	427.000
325	Recettes perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	303.000
326	Reversement au budget général de diverses ressources affectées	580.700
327	Rémunérations des prestations assurées par les services du Trésor public au titre de la collecte de l'épargne	138.300
328	Recettes diverses du cadastre.....	15.500
329	Recettes diverses des comptables des impôts	80.000
330	Recettes diverses des receveurs des douanes.....	48.800
331	Rémunération des prestations rendues par divers services ministériels	210.400
332	Pénalité pour défaut d'emploi obligatoire des travailleurs handicapés et des mutilés de guerre	1.500
333	Frais de gestion du service chargé de la perception de la redevance audiovisuelle.....	73.540
335	Versement au Trésor des produits visés par l'article 5, dernier alinéa, de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945	15.200
337	Redevances versées par les entreprises dont les emprunts bénéficient de la garantie de l'État	»
339	Redevance d'usage des fréquences radioélectriques.....	118.900
399	Taxes et redevances diverses	6.100
	Totaux pour le 3.....	7.097.790
	4. Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	
401	Récupération et mobilisation des créances de l'État.....	48.800
402	Annuités diverses.....	500
403	Contribution des offices et établissements publics de l'État dotés de l'autonomie financière, des compagnies de navigation subventionnées, sociétés d'économie mixte et entreprises ayant fait appel au concours financier de l'État	1.200
404	Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	11.400
406	Intérêts des prêts consentis aux organismes d'habitation à loyer modéré et de crédit immobilier	»
407	Intérêts des dotations en capital et des avances d'actionnaire accordées par l'État	17.100
408	Intérêts sur obligations cautionnées	1.800
409	Intérêts des prêts du Trésor.....	488.000
410	Intérêts des avances du Trésor.....	300
411	Intérêts versés par divers services de l'État ou organismes gérant des services publics au titre des avances.....	»
499	Intérêts divers	33.500
	Totaux pour le 4.....	602.600
	5. Retenues et cotisations sociales au profit de l'État	
501	Retenues pour pensions civiles et militaires (part agent).....	4.400.000
502	Contributions aux charges de pensions de France Télécom.....	1.295.500
503	Retenues de logement effectuées sur les émoluments de fonctionnaires et officiers logés dans des immeubles appartenant à l'État ou loués par l'État.....	1.200
504	Ressources à provenir de l'application des règles relatives aux cumuls des rémunérations d'activité	38.100
505	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	319.085
506	Recettes diverses des services extérieurs du Trésor.....	4.600
507	Contribution de diverses administrations au Fonds spécial de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'État	12.400
508	Contributions aux charges de pensions de La Poste	2.496.000
509	Contributions aux charges de pensions de divers organismes publics ou semi- publics	800.800
599	Retenues diverses	»
	Totaux pour le 5.....	9367.685

NUMÉRO de la ligne	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 2002 (milliers d'euros)
6. Recettes provenant de l'extérieur		
601	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	64.000
604	Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	745.000
606	Versement du Fonds européen de développement économique régional	»
607	Autres versements des Communautés européennes.....	22.100
699	Recettes diverses provenant de l'extérieur	1.500
Totaux pour le 6.....		832.600
7. Opérations entre administrations et services publics		
702	Redevances et remboursements divers dus par les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et entreprises similaires	»
708	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits.....	61.000
709	Réintégration au budget général des recettes des établissements dont l'autonomie a été supprimée par le décret du 20 mars 1939	»
712	Remboursement de divers frais de gestion et de contrôle.....	1.500
799	Opérations diverses	25.200
Totaux pour le 7.....		87.700
8. Divers		
801	Recettes en contrepartie des dépenses de reconstruction	1.400
802	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor - Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances	12.200
803	Remboursements de frais de scolarité, de pension et de trousseau par les anciens élèves des écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'État	1.800
804	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	1.800
805	Recettes accidentelles à différents titres	938.500
806	Recettes en atténuation des charges de la dette et des frais de trésorerie.....	2.716.000
807	Reversements de la Banque française du commerce extérieur	135.000
808	Remboursements par les organismes d'habitation à loyer modéré des prêts accordés par l'État.....	»
809	Recettes accessoires sur les dépenses obligatoires d'aide sociale et de santé.....	»
810	Ecrêtement des recettes transférées aux collectivités locales (loi du 7 janvier 1983 modifiée)	»
811	Récupération d'indus.....	160.100
812	Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	1.829.400
813	Rémunération de la garantie accordée par l'État aux Caisses d'épargne.....	1.083.000
814	Prélèvements sur les autres fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations.....	1.200.000
815	Rémunération de la garantie accordée par l'État à la Caisse nationale d'épargne	610.000
816	Versements de la Caisse d'amortissement de la dette sociale au budget de l'État	3.000.000
817	Recettes en atténuation de trésorerie du Fonds de stabilisation des changes	»
818	Versements de l'établissement public prévu à l'article 46 de la loi de finances pour 1997 (n° 96-1181 du 30 décembre 1996)	245.521
899	Recettes diverses	1.852.022
Totaux pour le 8.....		13.786.743
TOTAUX DES RECETTES NON FISCALES		37.877.918